



Contre la désorganisation de la gouvernance des risques nucléaires et radiologiques !

Le projet de loi visant à fusionner l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), passe aujourd'hui en conseil des Ministres.

L'intersyndicale de l'IRSN appelle les salariés du nucléaire à manifester leur opposition à ce projet présentant des risques majeurs. Les salariés de l'IRSN dénoncent :

Une évolution vers une expertise réglementaire, un rapprochement expertise-décision pour « fluidifier » avec à la clé une dégradation de la capacité à traiter les situations singulières qui débordent la réglementation (corrosion sous contrainte, problème des ségrégations en fonds de GV).

Une dégradation de l'évaluation de la robustesse des installations, du fait de la séparation de l'expertise de sûreté et de l'expertise de sécurité transférées dans deux autorités différentes, alors qu'elles doivent être imbriquées lors de la conception des installations nucléaires.

Une dégradation de la reconstitution de la dose globale reçue par la population en cas d'accident nucléaire, du fait de la séparation de la dosimétrie interne (transférée à la future autorité) et de la dosimétrie externe (transférée au CEA).

Une réduction de la transparence de la gouvernance des risques et de l'ouverture à la société en supprimant l'obligation de publication des conclusions des expertises, dégradant à terme la confiance du public.

Fuite des compétences, les salariés vont être plongés dans un flou social, un statut pas garanti, des conditions d'exercice des missions dégradées et une mise à disposition forcée du MINARM pour 120 salariés transférés au CEA.

L'intersyndicale de l'IRSN remercie les élus du Comité National du CEA qui ont déclaré le 12/12/23 « A ce stade, les représentants du personnel du CEA apportent leur soutien aux salariés de l'IRSN dont le devenir est suspendu à un projet de loi, décidé à quelques-uns contre l'avis de tous. Pour les élus du Comité National, il est hasardeux de jouer avec la sûreté nucléaire, comme le fait le Gouvernement. »

Alors aujourd'hui les salariés de l'IRSN sont en grève et appellent les salariés du nucléaire à les soutenir